

Monsieur le président,  
Chers collègues,

Au nom du groupe Finistère et Solidaires, je m'associe à ce moment d'**hommage à Georges Kergonna**, ancien conseiller général du Finistère, décédé début Mai. Élu quimpérois, Georges Kergonna, passionné de cyclisme et dont son investissement pour le Tour du Finistère a été remarquable, avait une forme de discrétion qui ne masquait en rien engagement pour Quimper et le Finistère. Élu dans cette assemblée, il s'est notamment investi dans le dialogue social et sur les politiques de logement. Nous adressons à sa famille nos pensées les plus amicales et chaleureuses.

Cette séance plénière du Conseil départemental est singulière car elle se tient dans **un contexte particulièrement lourd et difficile pour la République**.

En effet, à l'issue d'un scrutin européen qui a animé toute l'Europe, les constats sont clairs :

- On constate la **force de la gauche social-démocrate** en France et en Europe, avec un groupe Socialistes & Démocrates puissant
- On constate également l'écroulement de la majorité présidentielle qui demeure une variable d'ajustement européenne
- On constate **l'effondrement de la droite traditionnelle française**, bien qu'à l'échelle européenne le bloc du PPE demeure solide
- Une explosion en France et partout en Europe, d'un vote massif en faveur de l'extrême droite.

A ces 4 constats électoraux ajoutons la forte **montée de l'euroscepticisme qui gangrène désormais le continent entier**.

Dimanche 9 Juin, nous aurions pu rester sur ces constats - somme toute assez prévisibles. C'était sans compter sur une nouvelle lubie présidentielle : après le Conseil National de la Refondation, le "ni de droite ni de gauche", ... c'est désormais **la stratégie du chaos : la dissolution de l'Assemblée Nationale**. Certes, il peut la dissoudre de plein droit, mais pas dans ce contexte, pas à ce moment. La décision est **politiquement irresponsable pour toutes celles et tous ceux qui ont encore confiance dans la puissance du socle républicain**.

A l'heure des crises qui ne manquent pas d'heurter les populations :

- crise géopolitique comme en Israël, en cis-jordanie et à Gaza, ou encore en Ukraine (dont je regrette que le drapeau ait été retiré devant la maison du Département),
- crise climatique et environnementale,
- crise démocratique, face à la montée du rejet, de l'abstention et de l'extrême droite en Europe,

**l'urgence n'était pas à la dissolution, mais au renforcement du pacte fraternel de la République.**

Dans quelques semaines, les Jeux Olympiques et Paralympiques feront rayonner la France aux yeux du monde entier. Quelle France présenterons-nous au Monde ? Le pays des Lumières, celui des droits de l'Homme, du mode de vie à la française et ouvert au monde semble désormais totalement fragilisé, pour ne pas dire irrémédiablement et historiquement déconstruit. Emmanuel Macron voulait marquer l'Histoire, c'est l'Histoire du pays qui restera marquée négativement par son action.

Retourner aux urnes, tout le monde s'y prépare désormais, y compris avec précipitation. Pour ma part, et de manière collective pour le groupe Finistère et Solidaires, nous :

- **défendrons les candidatures de toutes celles et tous ceux qui, à gauche, seront les plus à même de gagner.**
- défendrons une position totalement ferme et sans appel à l'égard des candidatures du 2nd tour : nous soutiendrons tous les candidats qui empêcheront le Rassemblement National de remporter une circonscription finistérienne. Cette position sera-t-elle partagée par l'ensemble des responsables politiques qui souhaitent efficacement lutter contre l'extrême droite ?

J'ai beaucoup lu et entendu ces dernières heures des discours de droite visant à décrédibiliser les candidatures d'une gauche unie, sans doute même avec plus d'énergie que pour dénoncer les candidatures d'extrême droite. **En politique, il faut choisir ses combats : visiblement, certains préfèrent davantage taper sur leur gauche que sur leur droite... dont acte.**

Il n'est pas honnête et responsable de considérer qu'il existe un signe "=" entre les candidatures du Rassemblement National et les candidatures de La France Insoumise. Comparer le RN où 100% des candidats défendent un programme dont 100% des valeurs sont dangereuses pour notre pays, avec la FI où des individus (éloignés de la Bretagne) peuvent avoir des comportements que je dénonce mais où la large majorité des candidats demeurent responsables et défendent un programme commun avec les autres formations politiques de gauche.

De manière responsable et encore plus dans le contexte grave que nous connaissons, **j'ai toujours su et je ferai toujours la différence entre mes ennemis et mes adversaires.**

Chaque formation politique nationale est comptable de ses propres contradictions.

- Oui, en tant que socialiste, je condamne le déséquilibre inexplicable de l'accord national qui dessert totalement la Bretagne et le Finistère.
- Oui, chez LFI, un travail de clarification idéologique sera nécessaire après le scrutin, et les guerres d'égos devront être finalisées
- Oui, chez Les Républicains, une clarification de la ligne politique sera nécessaire, et certainement le changement de présidence. Je note au passage que nombreux d'entre-vous ont réagi lors de l'annonce d'Eric Ciotti de faire un accord avec le RN, mais que ces réactions étaient bien plus modérées voire absentes lorsqu'Eric Ciotti a été élu président des Républicains. Chacun connaît ici, l'idéologie particulièrement marquée de cet homme dont les valeurs flirtaient fidèlement vers l'extrême droite depuis des années. Ne nous faites pas croire que vous êtes totalement surpris.

La montée de l'extrême droite nous interpelle, et doit être analysée.

Une des pistes est de chercher à comprendre les évolutions électorales des dernières années en Finistère.

En 22 ans séparant le choc politique des présidentielles de 2002 et le choc des européennes en 2024, comment a évolué l'électorat finistérien ?

Si l'on analyse 3 blocs électoraux entre 2002 et 2024, on voit bien d'où peuvent provenir les voix de l'extrême-droite en Finistère :

- Concernant **la gauche modérée** : 85 000 électeurs pour Lionel Jospin en 2002, 80 000 pour Raphaël Glucksman en 2024: Une certaine **stabilité et fidélité** même si une fraction s'est sans doute évaporée vers le macronisme
- Concernant **l'extrême droite** : 50 000 électeurs pour Jean-Marie Le Pen en 2002, 98 000 pour Jordan Bardella en 2024. Un **doublément** qui forcément traduit l'évolution d'un électorat séduit par l'extrême droite contemporaine.
- Concernant la **droite traditionnelle** : 101 000 électeurs pour Jacques Chirac en 2002, 28 000 pour François-Xavier Bellamy en 2024. Même en intégrant le résultat de Valérie Hayer, cela ne comble pas ce gouffre qui traduit finalement une lente mais certaine **mutation de l'électorat d'une droite traditionnelle vers une extrême droite**.

**Alors, en Finistère, est-ce la gauche qui a évolué vers un extrémisme ? Je crois plutôt que c'est l'électorat de droite qui a muté vers son extrême.**

Peut-être partagerez vous ce constat, ou pas.

Néanmoins, de manière responsable, je nous appelle à agir, et à agir collectivement et pourquoi pas dans une concorde exceptionnelle.

Je vous livre ici, une proposition de 5 mesures concrètes que vous pourriez baptiser "bouclier" ou "plan" ou encore "pacte", pour lutter contre la démagogie et renforcer le lien démocratique.

**5 mesures simples, de concorde, pour améliorer la vie des finistériens et entendre davantage leurs paroles.**

- **Proposition #1 : Écouter et associer la jeunesse**

Par cette proposition, il s'agirait de constituer un groupe de jeunes finistériens qui s'investiraient dans l'analyse des compétences départementales et, via des ateliers, proposeraient des pistes d'évolutions des politiques publiques. Ainsi, notre assemblée départementale serait éclairée par une vision de la jeunesse finistérienne contemporaine et des propositions correspondant à leurs attentes du quotidien émergeraient.

⇒ Impact budgétaire : quasi-nul, puisqu'il s'agit d'un encadrement par quelques agents du Conseil départemental.

- **Proposition #2 : Respecter et confirmer les 54 conseillers départementaux du Finistère comme des relais locaux de proximité**

Avec cette proposition, il s'agit en quelque sorte, de rétablir le rôle normal des conseillers départementaux mais surtout d'associer chaque élu que nous sommes en tant que relais de proximité pour l'action publique. Cela nécessite de considérer la légitimité de chacun d'entre nous dans cet hémicycle aux yeux des finistériens. La mobilisation de tous les élus avec les mêmes moyens d'accès aux services départementaux, quelque soit leur sensibilité, est nécessaire.

⇒ Impact budgétaire : aucun, simplement du “bon vouloir”.

- **Proposition #3 : Agir immédiatement et durablement en faveur de la ruralité et des quartiers populaires**

Le Finistère est riche de sa diversité de territoires, tant littoraux que ruraux ou encore urbains. Une des sources de la montée de l'extrême droite le 9 Juin réside aussi dans le sentiment d'abandon des zones rurales tout comme les zones urbaines : un plan d'action spécifique à la ruralité et aux quartiers prioritaires de la politique de la ville doit être mis en place en urgence. Nous proposons, que l'édition 2025 des volets 1 et 2 du Pacte Finistère 2030, intègre des critères très précis et ambitieux pour flécher des projets locaux spécifiquement en faveur d'un accompagnement approfondi en zone rurale et en zone urbaine.

⇒ Impact budgétaire : redistribution de crédits du Pacte Finistère 2030.

- **Proposition #4 : Mettre en place un budget participatif**

Afin de donner un pouvoir réel et immédiat aux finistériens, pour financer des projets définis et choisis par les finistériens, nous proposons de mettre en place un budget participatif doté d'une enveloppe annuelle de 1M€.

⇒ Impact budgétaire : 1M€ financés par une diminution d'autant de la politique d'attractivité. Politique d'attractivité qui ne nécessite plus de financement conséquents dans l'immédiat pour rendre davantage attractif le Finistère à Paris, Lyon et ailleurs : notre territoire a un dynamisme touristique fort, l'intensifier c'est le subir.

- **Proposition#5 : Tisser davantage de liens dans la société, renforcer l'engagement et le civisme des collégiens**

Parce que l'éducation est aussi une politique de prévention, lorsque l'on constate le manque de connaissance de la jeunesse sur l'Europe, sur la vie démocratique de notre pays et la hausse des incivilités, il est aussi important d'agir pour tisser davantage de liens sociétaux et accompagner la formation au civisme des collégiens.

Une mesure mise en place par le passé mériterait d'être intensifiée : le déploiement de davantage de classe “Cadets de la sécurité civile” comme cela a pu être le cas aux collèges Max Jacob ou Joséphine Baker.

Ainsi, nous contribuerions à encourager, dans un cadre, l'engagement de la jeunesse et véhiculer des valeurs de civisme utiles pour le vivre ensemble d'aujourd'hui et demain.

⇒ Impact budgétaire : très faible, il s'agit d'un engagement humain des équipes éducatives et de quelques actions en concertation avec le SDIS (événements, déplacements, accompagnement humain).

Voici 5 mesures concrètes, simples et rapidement réalisables. La lutte contre la démagogie, le renforcement de la vitalité démocratique de notre département passe par une réaction immédiate : j'espère que vous porterez une attention particulière à ces propositions, une fois de plus, constructives.

A ces 5 mesures, nous pourrions également ajouter 2 plans de lutte qui doivent être perpétuels dans les Conseils départementaux :

- **la lutte contre toutes les formes de discrimination.** Alors que l'on s'apprête à connaître probablement dans notre pays des tensions fortes, du rejet de l'autre qui intensifieront les inégalités et les discriminations. Je suis surpris, dans les "bilans et perspectives" de voir si peu d'action de lutte contre les discriminations. A mes yeux, le Conseil départemental du Finistère pourrait avoir une position plus présente dans la dénonciation et le combat contre toutes les formes de discriminations.
- **la lutte contre l'isolement.** Il est évident que **toutes les formes d'isolement sont un terreau pour la montée de la défiance et du rejet de l'autre.** Il apparaît utile que le Conseil départemental du Finistère oeuvre à installer un plan d'accompagnement des aînés isolés.

Au-delà des polémiques actuelles auxquelles les citoyens n'accordent plus de crédits, c'est une **forme de cap, de cohérence et de réponses aux problématiques du quotidien qui manque.** Nous l'avons déjà dénoncé ici, malgré quelques timides "bilans et perspectives", nous peinons à lire vers quel horizon, avec quel cap, vous conduisez l'action publique du Département. **L'efficacité, la simplicité et la rapidité n'en sont que des moyens, mais vers où, vers quoi ?**

Puisque l'heure est au questionnement profond pour stopper le populisme et la démagogie (comme vous l'évoquez dans la presse écrite), il m'apparaît nécessaire :

- **d'arrêter cette démagogie stérile** qui consiste à légitimer toute votre action, dès lors qu'on la conteste, par un contraste avec le mandat précédent. Indéniablement, 2024 n'est pas 2020, n'est pas 2015 et n'est pas 1998.
- **d'assumer les choix budgétaires que vous faites,** et qui sont à faire encore au regard de la situation budgétaire des Départements en France - nous y reviendrons dans le détail tout à l'heure.

Enfin, 2 mots sur le sujet majeur des DMTO qui sont si précieux pour les finances des Départements en France.

- Tout d'abord, le rapport d'Eric Woerth mandaté par le président de la République pour réfléchir à la simplification de l'action publique et à demi-mot réfléchir à la suppression d'une strate (au hasard les Conseils départementaux). Même si vous partagez cette nécessité de supprimer les Départements par le passé, j'ignore quelle est votre position sur ce rapport notamment sur la proposition de flécher davantage de DMTO vers les intercommunalités. Quid de la pérennité des Départements dans ce contexte ? **Les Départements ne peuvent être aménageurs du territoire et ne pas recevoir les recettes pour ce faire : cela deviendrait anticonstitutionnel.**
- Ensuite, dans la démagogie ambiante à l'échelle nationale, le premier ministre Gabriel Attal, voulant apporter une réponse innovante aux maux du pays, a proposé de supprimer les "frais de notaires" pour certaines ventes immobilières. A-t-il pensé à l'impact pour les Départements ? **Supprimer les frais de notaires, c'est réduire les DMTO. Réduire les DMTO, c'est empêcher davantage aux Départements d'agir pour la population.**

Sincèrement, les leçons de cohérence budgétaires que j'entends et que je lis partout depuis quelques jours et quelques heures n'ont aucun sens venant de la droite traditionnelle et de la droite présidentielle qui, proposent in fine de réduire les DMTO : donc de fragiliser voire de tuer les Départements en France.

Qui dans cette salle distribuera ou cautionnera le tract de Gabriel Attal qui fonce droit dans la démagogie. Ce tract, pour nous ici élus départementaux dans cette salle (et dans tous les conseils départementaux) signifie un temps plus dur pour les finances des collectivités. Comment l'accepter ?

Quelles collectivités ont été appelées en renfort pour gérer la crise Covid ? Qui s'occupe de l'accompagnement social qui devient de plus en plus fort et de plus en plus urgent ? Les villes et les Départements, parce que ce sont les collectivités de proximité. Et on organise leur défaillance budgétaire désormais ?

En tant que Président de Conseil départemental, je vous invite à le dénoncer fortement, car il est de votre responsabilité de protéger, en notre nom à tous, cette collectivité. **Je suis prêt à signer, dès aujourd'hui et avec vous, une lettre aux 7 députés finistériens de la majorité présidentielle pour les alerter sur les conséquences du programme de Gabriel Attal qu'ils s'apprêtent à distribuer.**

Ces gouvernements successifs de l'ère Macron auront profondément désorganisé notre Pays, ils en seront comptables face à l'Histoire et surtout aux yeux des finistériens.

Je vous remercie.